

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 297

LE NUMERO : 2 FF

15 FB - 1 FS

6 au 19 oct. 1979

Dans l'ère de guerres et de révolutions qui s'annonce

Pour la victoire du communisme révolutionnaire !

Quand, au sortir de la seconde guerre impérialiste, notre parti versa sa goutte de fiel dans le miel des illusions démocratiques, en affirmant que l'heure n'était pas à la révolution prolétarienne et que cette dernière ne redeviendrait possible qu'après un long cycle d'accumulation capitaliste, nous ne faisons nullement preuve de fatalisme. Nous savions que la révolution ne se « fait » pas, que la lutte prolétarienne ne se « suscite » pas, mais que toutes deux se dirigent. Il fallait pour cela qu'une nouvelle crise pousse la classe à s'affronter au capitalisme, dont les capacités de résistance avaient été décuplées par le cycle d'expansion et de « prospérité » dans lequel nous entrons. Il fallait aussi que l'emprise du

stalinisme soit suffisamment ébranlée pour que des avant-gardes ouvrières cherchant à se placer sur le terrain de la lutte générale contre le capitalisme puissent comprendre le fossé qui sépare les faux socialismes prostitués du marxisme véritable. Il fallait aussi que nous mettions à profit le délai qui nous était imposé pour reconstruire pierre par pierre, sans jamais réduire l'effort pour nous lier à la lutte sociale, l'édifice de la théorie marxiste, entièrement démolie et, pire, dénaturé par la contre-révolution, de manière à ce que la rencontre entre le parti et la classe s'opère dans les conditions les plus favorables.

A trente-cinq ans de distance, où en sommes-nous de la réalisation de ces conditions ? Indéniablement, l'histoire a avancé. Notre parti a reconstitué les fondements de la théorie et tiré les grandes leçons historiques de la contre-révolution. Il a pu y parvenir avant même que la courbe de la lutte prolétarienne, après avoir été longtemps descendante, ne commence à remonter. Aujourd'hui se manifestent les efforts de groupes de prolétaires pour s'arracher au cycle infernal de la collaboration de classes et reprendre la voie de la lutte ouverte, efforts qui, bien que limités et chargés de défaites et de déceptions, n'en sont pas moins réels, répétés et insistants.

Il s'ensuit que le parti peut et doit consacrer une partie grandissante de ses forces à s'affronter sur le terrain des luttes ouvrières aux autres forces politiques, pour aider à déblayer politiquement la voie à la trajectoire ascendante

du mouvement, en même temps qu'il doit se préparer à affronter toute la gamme des problèmes tactiques et organisationnels liés à cette lutte, à ses reflets sur lui, ainsi qu'à l'extension de son réseau international. Ce cours, qui se dessine à peine, ne peut être qu'amplifié par la crise capitaliste, qui provoque une instabilité grandissante et pousse au déchaînement de tous les antagonismes sociaux et à leur éclatement en conflits ouverts, ouvrant ainsi une « nouvelle ère de guerres et de révolutions ».

Comment se présente politiquement la classe ouvrière, ou plutôt l'encadrement contre-révolutionnaire de la classe ouvrière, à l'aube de cette période historique de formidables bouleversements ?

Il y a trente-cinq ans, la force du stalinisme était incontestée, et toutes les

DANS CE NUMERO

- Le grand nettoyage antiprolétarien de la bourgeoisie algérienne.
- Demande d'extradition de Phiperno, assassinat de Goldman : visages de la démocratie.
- Pour un bilan de l'intégration des syndicats à l'Etat.
- Immigration : L'unité de la classe ouvrière se fera contre le réformisme.

réactions à la politique pro-impérialiste de reconstruction nationale vinrent s'échouer sur le mur de l'expansion infer-

(suite page 2)

CENTRAFRIQUE

L'impérialisme français mis à nu

Bokassa est-il ce pantin anthropophage, symbole d'une société arriérée incapable de se passer des bienfaits de la belle civilisation occidentale, qui a été donné en pâture au chauvinisme par la presse impérialiste vendue ? Non, Bokassa — tout comme Amin Dada ou Macias — est un pur produit de la domination cannibale de l'impérialisme sur une société encore largement patriarcale, soumise à coups de nerf de bœuf aux besoins des métropoles, et poussée à marches forcées vers le capitalisme !

Soutenu jusqu'ici à bout de bras par l'impérialisme français — au point que de de Gaulle à Giscard en passant par Pompidou, tous avaient fait de lui un « parent » — Bokassa a été lâché par ses amis d'hier et balancé comme un encombrant colis dans les poubelles de la « coopération ».

C'est que la Centrafrique, après des années du règne de Sa Majesté, était au bord de la faillite (économie ruinée, administration désorganisée, etc.), avec tous les risques d'explosion sociale et de dangers pour la poursuite du pillage des ressources du pays que cela comporte. En particulier l'uranium, si cher à l'indépendance... de la France !

L'impérialisme français a donc réagi — trop tardivement, s'est plaint la gauche qui craint pour les intérêts « à long terme » de la France ; avec des bavures dans l'exécution, a regretté une partie de la majorité. Il a remplacé l'empereur par son cousin, qu'il a expédié à Bangui dans un avion militaire français, accompagné par des parachutistes français.

L'impérialisme américain a félicité la France d'avoir si bien rempli son rôle de gendarme en Afrique. Face à ceux qui s'imaginaient encore que l'« indépendance » de

(suite page 2)

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Le vendredi 19 octobre, 20 h 30
à l'AGECA, 177, rue de Charonne
M^o Alexandre-Dumas

L'alternative :
la révolution
communiste

El Programa Comunista
el-oumami
programme
communiste

Soutenez le développement de la
presse internationale du Parti
Souscrivez !

Le grand nettoyage antiprolétarien de la bourgeoisie algérienne

La bourgeoisie algérienne semble avoir bien préparé sa rentrée sociale. Elle ne pouvait s'en dispenser, tant la situation est en train de s'aggraver. En effet, selon un document officiel du ministère du travail, le nombre de grèves serait passé de 99 en 1973 à 332 en 1977, dont 203 dans le secteur « privé » et 129 dans le secteur « socialiste », avec une participation totale de 48.093 travailleurs. Il a indéniablement été encore plus élevé en 1978 (1).

Mais ce sont surtout les luttes qui ont précédé et accompagné le ramadan qui ont poussé la bourgeoisie à réagir brutalement. « L'ordre et la discipline doivent être réinstaurés dans les lieux de travail et dans les rues. Démocratie ne signifie pas anarchie, gaspillage et laisser-aller ni l'impunité » : c'est ainsi que le quotidien officiel *El Moudjahid* du 4-9-79 commente les mesures prises par le gouvernement algérien pour venir à bout des « délinquants, vagabonds, parasites, oisifs, spéculateurs et trafiquants en tous genres ».

El Moudjahid du 5-9 se permet d'écrire cyniquement : « les tribunaux auront beaucoup de « clients » » par suite de l'application de la nouvelle réglementation concernant la procédure de « flagrants délits ». Le même jour, une dépêche de l'agence officielle APS décrivait en ces termes cette grande opération de « choc psychologique » — comme on l'a officiellement nommée : « toutes les rues de la capitale sont arpentées par de jeunes agents frais émoulus des écoles de police qui, en équipes de deux, ont commencé à rappeler aux citoyens les règles élémentaires du cr-

visme ». A cet effet, des camps de travail vont être ouverts à Médéa, Tiaret et Laghouat, comme au bon vieux temps de la colonisation !

Il est intéressant de rappeler aussi que cette campagne répressive vient juste après l'inauguration du soi-disant « printemps » du régime de Chadli. En effet, après la levée des mesures d'assignation à résidence qui touchaient les leaders de l'« opposition libérale » et la libération des officiers qui avaient participé à la tentative de putsch de décembre 1967, le gouvernement algérien a décidé en juillet dernier d'« élargir » l'ancien président Ben Bella.

Si l'on fait abstraction des querelles intestines qui opposent certaines fractions bourgeoises, il n'est pas difficile de discerner, derrière la « libéralisation » de Chadli, une convergence de plus en plus nette de l'Algérie avec les appétits des puissances occidentales, notamment avec l'impérialisme français. Celui-ci ne peut que favoriser l'unification des classes dominantes afin d'éviter toute déstabilisation qui risquerait de nuire à ses intérêts stratégiques et économiques, très importants dans la région. Doit-on rappeler à l'occasion ce que disait Yahiaoui, réputé comme le plus « dur » dans l'équipe actuellement au pouvoir : « L'Algérie est prête à entreprendre avec la France une action commune pour le rétablissement de la tranquillité, de la sécurité et de la stabilité dans la région méditerranéenne » ? (*Le Monde* du 7-7).

Evidemment, la bourgeoisie algérienne tente de justifier sa campagne d'« assainissement » au nom de la « tranquillité » et de la « sécu-

rité » du « citoyen en général ». Mais les travailleurs ne doivent pas se laisser prendre dans ce piège. Le problème de l'hygiène existe effectivement et demande des solutions urgentes. Cependant, on aurait tort de croire que l'Etat lance ses flics et ses gendarmes pour « redresser » la situation sanitaire. Il suffit de se poser la question : pourquoi n'embauche-t-on pas des chômeurs pour renforcer les services de nettoyage de la ville ? Il est clair que l'Etat préfère faire appel à la « mobilisation » et au « travail volontaire et gratuit » du vendredi plutôt que de verser des salaires supplémentaires !

Le problème du marché noir existe également et les travailleurs en font les frais. Mais il est criminel de confondre les mandataires et autres intermédiaires avec les enfants qui sont obligés de vendre des petites choses pour survivre et souvent pour faire survivre leurs parents réduits à la misère ; et surtout d'oublier que la plus grande responsabilité dans les pénuries incombe à la bourgeoisie et à son Etat incapables de révolutionner le secteur agricole, qui se contentent de réformettes quand ils ne s'intéressent pas exclusivement aux produits exportables qui rapportent des devises.

Certes, les « fléaux sociaux » qui provoquent l'indignation hypocrite de la bourgeoisie ont

(suite page 4)

(1) De plus le nombre de chômeurs est extrêmement élevé : 2,4 millions actuellement au moins, ce qui à l'échelle de la France correspond à 7 millions de chômeurs.

Pour la victoire du communisme révolutionnaire!

(suite de la page 1)

nale du capital. La promesse que la « défense de la démocratie » n'était qu'une pause nécessaire dans la lutte contre les grands Etats capitalistes se révéla comme un mensonge éhonté, mais l'illusion de la marche triomphale du « camp socialiste » et la revendication des armes de la violence et de la dictature par les partis staliniens obscurcissaient encore irrémédiablement la conscience de la classe.

La promesse de l'indépendance faite aux colonies en échange de la participation des mouvements anticoloniaux à la défense des « démocraties » occidentales contre les Etats de l'Axe se révéla bien comme un piège, mais l'effondrement des vieux empires et la compétition entre les nouveaux prétendants (Etats-Unis et URSS) donnèrent encore l'illusion d'une lutte opposant le socialisme et les mouvements nationaux d'une part, l'impérialisme de l'autre.

L'évolution même du capitalisme russe a porté un rude coup au mythe du caractère socialiste de la Russie. La pratique quotidienne de la collaboration de classes, appuyée par une formidable corruption politique et sociale, ont fini par faire abandonner au stalinisme, même en paroles, toute revendication de violence prolétarienne, et donc de dictature de classe, comblant ainsi le fossé théorique et politique le séparant de la vieille social-démocratie.

Dans les aires du tiers-monde où le prolétariat, après la saignée chinoise de 1927, a dû lier son sort à celui des partis bourgeois, les bases mêmes de la solidarité nationale anti-impérialiste se sont effritées avec les victoires de la vague anticoloniale. Les efforts du prolétariat pour résister à l'exploitation capitaliste se heurtent immédiatement à la bourgeoisie, avec laquelle le fossé de classe se creuse, comme l'ont montré les révoltes en Egypte et en Tunisie.

Le mouvement qui a eu le plus de prestige dans son opposition à l'évolution du « socialisme russe », à savoir le « socialisme chinois », s'est aujourd'hui aligné avec une vitesse plus grande encore que le précédent sur l'ordre établi international. Le castrisme et le guérillérisme latino-américain ont tari leurs élans dans un réformisme impuissant et perdent des plumes au Nicaragua, au moment même où l'OLP se fait elle-même l'artisan du désarmement des masses face à la kyrielle des Etats oppresseurs du Moyen-Orient, et où le « socialisme vietnamien » satisfait ses appétits nationaux en transformant le Cambodge en fosse commune.

La fissure qu'avait introduit le conflit sino-soviétique dans la chape de plomb

de la domination idéologique du réformisme moscovite avait permis la naissance de courants « maoïstes » cherchant à reprendre des mains du stalinisme les armes que ses héritiers abandonnaient ; mais ce courant a suivi l'alignement de l'Etat chinois sur le front de guerre anti-russe dominé par l'impérialisme américain, ce qui le conduit à se mettre à la remorque de la social-démocratie et de l'eurocommunisme.

Toute une vague de courants spontanés, s'appuyant sur un fond hétéroclite de romantisme petit-bourgeois, de protestation démocratique et de rêves socialistes, s'est fait l'écho des révolutions chinoise, cubaine, vietnamienne et palestinienne auprès de certaines couches petites-bourgeoises et de franges ouvrières d'Amérique du Nord et d'Europe. Mais la fin de cette vague anti-impérialiste a fait perdre à ces courants toute foi en l'avenir en les faisant sombrer dans l'individualisme ou en les renvoyant dans le giron du réformisme, à la recherche d'une unité entre social-démocratie et néo-stalinisme, dont ils se font des appendices « de gauche ». Les courants du trotskysme dégénéré qui ont participé à ce mouvement suivent le même cours, en s'en distinguant seulement par un tiraillement congénital entre la défense du prétendu socialisme russe et celle de la démocratie, qui les pousse en même temps à s'aligner sur l'une ou l'autre des deux croisades, « démocratique » et « socialiste », de préparation idéologique d'une nouvelle guerre impérialiste.

Un des phénomènes significatifs de cette évolution politique internationale est la renaissance et le développement de l'influence de l'Eglise catholique, qui a pris appui sur des réactions antistaliniennes pour jouer, comme c'est aujourd'hui le cas en Amérique latine et en Europe, un rôle actif tout à fait complémentaire du stalinisme. Un autre phénomène est le rôle également grandissant de la social-démocratie. En partie rénovée par le courant chrétien, elle tente à son tour de procéder à une certaine unification internationale des forces sur lesquelles le stalinisme tend à perdre son monopole à cause du schisme mûrissant, à la faveur de la fin de la détente, entre orthodoxie moscovite et eurocommunisme.

Cette évolution politique traduit indéniablement la vitalité de la classe ennemie et sa capacité d'adaptation. Mais elle tend à unifier en même temps la perspective donnée au prolétariat par tous ces courants, une perspective de plus en plus fondée sur un démocratisme fade et un humanisme hypocrite, face auxquels les revendications du marxisme véritable doi-

vent trouver un terrain bien plus favorable que par le passé.

Un facteur essentiel de l'emprise politique contre-révolutionnaire sur le prolétariat a été la capacité du capital à consentir à des esclaves salariés un minimum de possibilité d'existence, fût-ce au prix d'un esclavage renforcé, pendant les trente longues années de prospérité capitaliste au cours desquelles la bourgeoisie a utilisé avec la complicité des partis soi-disant « ouvriers » toutes les ressources du réformisme social.

Les mécanismes d'indexation, de redistribution, et de sécurité sociale se sont généralisés. Ils ont assuré à de larges couches de la classe ouvrière les miettes d'une partie de la richesse produite par son travail décuplé, et ont centralisé socialement d'immenses fonds, gérés avec la participation des syndicats, et destinés à isoler, à diviser et à corrompre certains secteurs, le tout afin d'éviter au maximum la lutte sociale. Parallèlement, toute une gamme de procédures de stérilisation et d'amortissement des conflits sociaux a été patiemment mise en place afin de contenir les inévitables explosions de lutte ouvrière.

Plus de trente années de cette lente évolution, qui a poussé plus à fond la tendance à l'intégration des syndicats à l'Etat et à l'entreprise, ont fait apparaître une nouvelle bureaucratie syndicale, adaptée à ces mécanismes de stérilisation des luttes sociales, peu familiarisée avec les luttes réelles, et surtout de plus en plus incapable de manier la phraséologie radicale du stalinisme d'il y a trente ans, phraséologie qu'elle a en revanche laissée en héritage au « gauchisme ».

Dans ces conditions, il est inévitable que la crise, avec la suppression des pseudo-garanties, des automatismes et des indexations, avec l'exploitation renforcée et l'oppression accrue qu'elle entraîne, fasse naître non seulement le besoin de la lutte prolétarienne, mais provoque aussi les réactions de groupes de prolétaires contre les bureaucraties réformistes et leur politique anti-ouvrière, poussant ces dernières à mettre en première ligne les forces du « gauchisme » dégénéré pour tenter de stériliser ces réactions de colère. Ce qui est extrêmement important, c'est le fait que la capacité d'encadrement de la classe ouvrière par l'opportunisme classique, qui est indéniablement encore énorme, ne tient plus fondamentalement à sa capacité de mobilisation et d'entraînement politique contre-révolutionnaire, à sa phraséologie pseudo-socialiste et à sa présence militante. Elle tient davantage à la division pratique des rangs prolétaires qu'il cherche à tout prix à maintenir, à la

force matérielle de son appareil, et à l'impuissance des prolétaires qui en résulte, ainsi qu'à l'inexpérience totale de la lutte de classe ouverte et de ses méthodes, éliminées des grands pays capitalistes pendant des décennies.

C'est la raison pour laquelle, si les explosions de colère ouvrière sont plus fortes aujourd'hui dans les pays capitalistes périphériques où les effets de la crise sont aussi plus catastrophiques, la terrible inertie du passé pèse encore sur la classe ouvrière des pays économiquement avancés. Là, avant de pousser à des affrontements violents importants avec l'Etat, la bataille doit encore se mener contre les barrages de sécurité dressés par le démocratisme et le réformisme social devant les réactions prolétariennes, sur le terrain même de la lutte immédiate.

Cependant les flambées de colère ouvrière, l'intervention de plus en plus systématique des « forces de l'ordre », publiques ou « privées », dans les conflits sociaux, l'évolution toujours plus terroriste de la démocratie blindée ainsi que la multiplication des signes de révolte du terrorisme individualiste, indiquent clairement que la paix sociale est destinée à être brisée même au cœur des grands pays impérialistes, où elle est la plus enracinée depuis des décennies.

Ainsi trente années de paix impérialiste n'ont pas seulement utilisé la capacité de mobilisation politique des vieux courants réformistes et contre-révolutionnaires. Elles ont également contribué à saper les bases matérielles de leur domination sur les larges masses ouvrières des pays « avancés », en même temps qu'elles ont désagrégé les bases des vieilles solidarités anti-impérialistes entre les classes sur les continents « arriérés ». Et ce, au moment même où l'approfondissement de la crise du capitalisme doit irrésistiblement pousser la classe ouvrière à la lutte.

Certes, le poids des influences contre-révolutionnaires qui paralysent la classe prolétarienne et stérilisent sa révolte est encore écrasant. Il ne pourra être contrecarré sans un combat acharné contre toutes les formes de démocratisme, de réformisme et d'opportunisme, non seulement contre les vieilles formes mais aussi contre les nouvelles formes d'opportunisme qui se développeront et devront prendre de l'importance dans la lutte du parti, ne serait-ce que les réactions de type « romantique », anarchisant, terroriste et antiparti.

A notre parti de mener ce combat sans relâche afin que les décennies qui viennent soient marquées par la victoire de la révolution communiste mondiale.

Demande d'extradition de Piperno, assassinat de Goldman

Visages de la démocratie

La justice bourgeoise a beau être, dans sa lettre même, partielle, inégalitaire, au service des intérêts d'une classe alors même qu'elle prétend défendre des individus, et même lorsqu'elle est appliquée sans « arbitraire », les exigences de la sauvegarde de l'ordre capitaliste la contraignent parfois à des gymnastiques burlesques. Ainsi en va-t-il des 46 chefs d'accusation répertoriés par l'Etat italien — sur lesquels 23 seraient, paraît-il, viables (un bon score!) — pour obtenir « dans les formes » l'extradition de Franco Piperno, et permettre à l'Etat français de ne pas fouler aux pieds une fois de plus trop ouvertement sa propre légalité — après l'affaire Croissant, et tant d'autres moins publiques.

CENTRAFRIQUE

(suite de la page 1)

L'Afrique noire avait fait reculer l'impérialisme français dans cette partie du monde, il apporte sa cynique contribution à la vérité historique en lançant un retentissant « Vive la France », comme assurance renouvelée du respect des chasses gardées tricolores.

L'impérialisme français, le plus grand massacreur contemporain de Nord-Africains, de Malgaches, hier encore de Tchadiens et de Congolais, a le cynisme de se féliciter du fait que l'opération ait été menée « sans effusion de sang ». Ce qui est manifeste, en tout cas, c'est qu'elle a mis encore un peu plus à nu sa domination sur une partie de l'Afrique. Souhaitons que cela renforce dans les masses africaines exploitées d'Afrique et dans le prolétariat métropolitain la volonté de lutte contre l'impérialisme français!

Peut-on mieux proclamer que le roi est nu, et que l'intérêt des Etats de la classe dominante prime toutes les soi-disant garanties individuelles? Or, au lieu de donner à cet aveu l'écho qu'il mérite, juristes et démocrates de toutes nuances (jusqu'à *Autonomia operaia* elle-même, et à Piperno) se bouchent les oreilles, et demandent qu'on rafistole d'urgence les voiles légaux qui cachent cette indécente nudité. Une chose est d'utiliser les failles et les contradictions de l'appareil judiciaire quand la situation politique, les tensions internes ou inter-Etats, et surtout la crainte d'une force ouvrière organisée sur un autre terrain que celui des ficelles juridiques, obligent la bourgeoisie à conserver certaines apparences. Et les communistes ne se sont jamais privés d'utiliser entre autres ces possibilités, mais à condition de ne pas sacrifier à ce facteur inévitablement secondaire l'essentiel, c'est-à-dire la constitution d'un rapport de forces réel, fondé sur le renforcement des rangs prolétaires dans la lutte contre l'Etat capitaliste.

Autre chose est de consacrer tous ses efforts à recouvrir des fumées de la superstition démocratique les leçons de choses que la bourgeoisie ne peut quelquefois s'empêcher de donner. C'est ce qu'ont fait aussi les avocats et démocrates à l'annonce de l'assassinat de Pierre Goldman.

Le meurtre était en effet revendiqué, sans équivoque semble-t-il, par une sorte d'escadron noir à la française, de complément parallèle des organes officiels de répression, « Honneur de la Police ». Le premier souci des démocrates devait donc consister à innocenter la police, la violence légale d'Etat. Ils se sont empressés de présenter le meurtre comme « un acte de terrorisme fasciste n'ayant rien à voir, ni de près ni de loin, avec un acte policier » (déclaration de M^e Kiejman, *Le Monde* du 22-9-79). Ils l'ont stigmati-

tisé comme le produit pathologique de cette « menace » fasciste devant laquelle tous devraient serrer les rangs : tous, y compris la « bonne » police (celle sur laquelle le PC compte pour faire reculer la violence), l'Etat respectueux des lois, et le large front des démocrates, c'est-à-dire de ceux qui préfèrent que l'oppression de classe et l'injustice quotidienne se couvrent d'une apparence de consensus général. Comme si ce n'était pas l'Etat lui-même qui organise aujourd'hui centralement la violence sociale contre-révolutionnaire, sans qu'il soit besoin de lui adjoindre un parti unique de type fasciste pour le tenir fermement en main! Comme si ce n'était pas l'Etat lui-même, dans sa forme démocratique, qui se charge aujourd'hui de canaliser toutes les énergies privées qui se rangent d'instinct du côté de l'ordre! Peyrefitte n'a-t-il pas lâché une remarque significative quand il a déclaré à propos de l'assassinat de Goldman : « Nul n'a le droit de se faire justice lui-même »?

Parmi tous ces racommodeurs de légalité, certains croient jouer au plus fin avec l'Etat et son appareil judiciaire. L'Etat est fort peu sensible à leurs appels écuméniques, il a l'œil sur les rapports de forces et les risques d'explosion sociale, comme l'ont montré sa « clémence » à Longwy et sa sévérité à Paris contre les manifestants du 23 mars, malgré tous les gémissants démocratiques.

Mais c'est précisément la constitution d'une force autonome opposée à la répression d'Etat sur des bases de classe, que l'écuménisme démocratique entrave par ses appels à l'unité de tous et sa recherche du plus grand commun dénominateur. Et cette opération est nuisible non seulement sur le terrain des principes et de l'idéologie, mais même sur celui des résultats immédiats et de la défense des militants et des victimes de la répression bourgeoise.

Climat de concorde patronat-syndicat

L'exemple de la sidérurgie

Un des refrains favoris de l'opportunisme, c'est l'appel à la recette miracle des « investissements créateurs d'emplois ». Ainsi, selon le PCF, la bourgeoisie française mène une politique « anti-nationale » parce qu'elle spéculé au lieu d'investir, ou qu'elle investit à l'étranger (procurant donc, s'il faut en croire leur théorie, du travail à des prolétaires étrangers, ô scandale!). Les nouveaux millions réclamés par l'industrie sidérurgique (1 milliard pour Usinor, 800 millions pour Sacilor) démontrent une fois de plus cette vérité capitaliste que le réformisme refuse d'entendre, parce qu'elle entame ses rêves de concorde entre les classes : quand le capital investit — en période de crise, de concurrence accrue, au moment où se manifeste la tendance à la baisse du taux de profit — c'est principalement pour gagner de la productivité, économiser du capital variable, c'est-à-dire supprimer des emplois. C'est ce qu'il a fait de façon chirurgicale dans la sidérurgie malgré la lutte vigoureuse des travailleurs, qui a été déviée et amenée finalement dans le goulot d'étranglement du « bon accord » de juillet grâce au travail complémentaire des directions syndicales CGT-CFDT.

Plus le langage des faits démontre l'impossibilité de concilier les intérêts des travailleurs et la prospérité du capital, plus ces directions syndicales parlent de négociations, de compromis, et de « réalisme » nécessaire. Barre envisage de donner un petit coup de pouce au SMIC (quelle générosité, quand on sait que celui-ci a déjà pris de 2 % à 5 %

(Suite page 4.)

Réunion générale du Parti (2)

Pour un bilan de l'intégration des syndicats à l'État

Notre prochaine Réunion générale de parti s'est fixé pour tâche de commencer à dresser le bilan de deux phénomènes parmi les plus significatifs du second après-guerre : le cycle de développement des mouvements nationaux et coloniaux, et la trajectoire des grandes organisations syndicales qui tendent à s'intégrer toujours plus à l'État bourgeois.

Dans le précédent numéro de ce journal, nous avons consacré une page au premier point. Il faut maintenant aborder le second. La question de l'évolution des syndicats est d'autant plus importante que la renaissance de la lutte prolétarienne est inséparable de la tendance à l'organisation des prolétaires pour la défense de leurs intérêts. La multiplication des phénomènes d'exclusion bureaucratique de sections entières des syndicats, la multiplication ces dernières années de comités divers et plus récemment de toute une gamme de « coordinations », aussi éphémères que soient ces organismes, tout cela suffirait à montrer à quel point le problème des rapports entre la lutte prolétarienne et les organisations syndicales existantes deviendra crucial dès que les luttes prendront une ampleur plus grande.

Or si l'appréciation de ces rapports se fonde bien évidemment sur les positions théoriques et de principe du communisme, elle dépend également de données d'expérience, en particulier d'une évaluation de la vitalité réelle des syndicats actuels. Il serait impossible d'engager valablement ce « bilan » sans considérer comme parfaitement acquises les grandes leçons du marxisme. Il ne s'agit pas en effet de revenir sur la nécessité vitale pour le développement du parti et la préparation révolutionnaire d'un réseau d'organisations intermédiaires nées de la lutte immédiate et ouvertes à tous les prolétaires, organisations qui remplissent une fonction distincte du parti, bien qu'elles ne trouvent assurément leur pleine efficacité que dans la mesure où le parti en conquiert la direction. Il ne s'agit pas non plus de revenir sur l'affirmation marxiste de la nécessité du syndicat, c'est-à-dire d'une organisation de type économique dépassant le cadre de l'entreprise, ne serait-ce que comme instrument de la transformation communiste de la société après la révolution.

Comme nous l'avons encore réaffirmé dans nos courtes thèses de 1972 (Le Parti

devant la question syndicale) contre l'activisme immédiatiste et spontanéiste qui lie la reprise de la lutte de classe à la découverte d'une forme idéale, qu'il s'agisse du syndicat ou de formes extra-syndicales, cette reprise n'est pas une question de forme, mais bien une question de force : elle suppose une complète inversion de tendance, qui parte des réactions à l'impuissance actuelle et à la collaboration de classes, et conduise au moins une minorité à s'engager dans une lutte visant à l'assaut direct contre le pouvoir capitaliste. Ce sont les caractères de cette reprise qui détermineront les formes utiles à la lutte.

Nous avons affirmé que les organisations actuelles sont vidées de tout contenu de classe et que le travail des communistes en leur sein ne peut consister à tenter de les conquérir telles quelles, mais seulement à favoriser l'organisation des prolétaires hors de l'influence stérilisante de l'opportunisme et le passage de minorités aux positions du communisme.

Puisque des organes susceptibles d'être conquis à l'influence du parti ne peuvent l'être que sur le terrain d'une lutte prolétarienne de classe, l'analyse de l'évolution des syndicats actuels doit nous conduire à essayer de prévoir dans quelle mesure les centrales actuelles sont et seront capables d'interdire toute manifestation classiste en leur sein et, d'autre part, dans quelle mesure elles sont encore aptes à canaliser des réactions de classe pour les stériliser. Cette capacité ne dépend pas seulement de leur orientation générale, mais aussi du degré d'adaptation de leur forme, de leur structure, non seulement centrale mais aussi périphérique, aux besoins du capital, que ce soit au niveau de l'État ou au niveau de l'entreprise.

Il n'est pas inutile, avant de s'engager dans un travail d'évaluation systématique de la pratique effective des bureaucraties syndicales, du degré de transformation effective des formes syndicales actuelles, et de leur capacité à stériliser les réactions prolétariennes — travail qui devra être mené dans un cadre international le plus large possible — de reprendre, grâce à quelques extraits de textes classiques du parti, le cadre théorique et historique que nous avons donné à notre attitude vis-à-vis de la « question syndicale »,

Nécessité d'associations ouvrières à caractère économique

« Au-delà du problème contingent de la participation ou non-participation du parti communiste révolutionnaire au travail de tel ou tel type de syndicat, dans tel ou tel pays, les éléments de la question rassemblés ci-dessus amènent à la conclusion que toute perspective d'un mouvement révolutionnaire général implique la présence des facteurs fondamentaux suivants :

« 1) un nombreux prolétariat de purs salariés ;

« 2) un grand mouvement d'associations à contenu économique comprenant une partie importante du prolétariat ;

« 3) un fort parti de classe révolutionnaire dans lequel militera une minorité des travailleurs, mais auquel le développement de la lutte aura permis d'opposer efficacement et de façon large son influence à celle de la classe et du pouvoir bourgeois au sein du mouvement syndical » (Parti révolutionnaire et action économique).

« [Avec] la prise du pouvoir par le prolétariat et [...] l'instauration de sa dictature révolutionnaire, la forme syndicat ne disparaîtra pas ; non seulement elle devra renaître au cas où elle aurait été supplantée par d'autres organismes intermédiaires plus conformes aux exigences de la lutte révolutionnaire, mais c'est alors que, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, elle constituera un maillon capable de souder solidement au Parti la classe que sa struc-

ture lui permet d'organiser centralement dans sa totalité. Le chemin qui conduira du capitalisme au communisme ne pouvant qu'être long, difficile et tourmenté, semé de luttes gigantesques à l'échelle mondiale, un tel maillon sera d'importance vitale, car même là où la victoire politique aura été remportée, il ne sera pas possible de vaincre l'inertie des formes mercantiles ni de les extirper du jour au lendemain » (Le Parti devant la question syndicale).

« Le Parti communiste participe donc à toutes les formes d'organisation économique prolétarienne ouvertes à tous les travailleurs sans distinction de convictions politiques (syndicats, conseils d'entreprise, coopératives, etc.). Sa position fondamentale à l'égard des organismes de cette nature est qu'ils doivent comprendre tous les travailleurs se trouvant dans une situation économique donnée, et c'est en la défendant constamment qu'il y développera le plus utilement son action. Pour cela, le Parti organise ceux de ses militants, qui sont membres de ces organisations, en groupes ou cellules dépendant de lui [...].

Le travail qu'ils accomplissent ne se limite pas à la propagande, au prosélytisme et aux campagnes électorales au sein des assemblées prolétariennes : c'est un travail de conquête et d'organisation qui se développe dans le vif de la lutte et qui aide les travailleurs à tirer les plus utiles expériences de leur action » (Thèses de Rome).

L'évolution contre-révolutionnaire des centrales syndicales

« Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à se réconcilier avec l'indépendance des syndicats. Il réclame de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière.

« Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie travailliste est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors, tous les efforts de l'aristocratie travailliste au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver longtemps de la destruction.

« L'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes

entre les nations, produit une situation dans laquelle le capitalisme impérialiste ne peut tolérer (c'est-à-dire à un certain moment) une bureaucratie réformiste, que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social-réformisme doit être transformé en social-impérialisme, dans le but de lui prolonger l'existence et rien de plus. Car en suivant cette voie il n'y a en général aucune issue » (Trotsky, Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste).

« Quelles qu'aient été les vicissitudes complexes de cette évolution totalitaire, jamais la bourgeoisie n'adopta la solution qui aurait consisté à abolir le mouvement syndical. Tout au contraire, elle préconisa et réalisa la constitution d'un nouveau réseau syndical pleinement contrôlé par le parti contre-révolutionnaire, réseau unique et unitaire strictement soumis à l'appareil administratif et étatique, sous une forme ou une autre.

« Même là où, après la seconde guerre, le totalitarisme capitaliste a été remplacé, selon la thèse politique vulgaire, par le libéralisme démocratique, la dynamique syndicale a continué à être soumise au contrôle de l'État, s'insérant dans les organes administratifs officiels. Réalisateur dialectique des vieilles revendications réformistes, le fascisme a satisfait en particulier celle de la reconnaissance juridique du syndicat afin qu'il puisse conclure des contrats collectifs avec le patronat, jusqu'à emprisonner réellement tout l'appareil syndical dans ces rouages du pouvoir bourgeois » (Parti révolutionnaire et action économique).

« [...] Il est tout aussi vrai que nous n'avons rien à défendre dans les syndicats d'aujourd'hui et que nous devons affirmer contre eux le principe permanent de l'associationnisme ouvrier qui est un facteur du

développement des luttes de classe, tout en soutenant qu'il en est aussi un produit et que la réalisation de ce principe est conditionnée par ce développement (Le Parti devant la question syndicale).

Le travail dans les syndicats actuels

« [...] Dans les phases difficiles de la formation des associations économiques, on doit considérer comme se prêtant au travail du parti les organisations dont la composition est purement prolétarienne, auxquelles l'adhésion est volontaire, mais qui n'imposent pas d'opinions politiques, religieuses ou sociales données à leurs adhérents. Tel n'est pas le cas des organisations confessionnelles ou à adhésion obligatoire, ou celles qui sont devenues partie intégrante de l'État » (Thèses caractéristiques du Parti).

« En Italie et en France, où subsistent plusieurs syndicats, la place de nos militants et de nos groupes communistes est dans la CGIL et la CGT. Ce n'est pas que le parti les considère comme des syndicats « de classe » ; ce n'est ni seulement ni surtout parce qu'ils rassemblent le plus grand nombre d'ouvriers puisque désormais les autres centrales regroupent elles aussi de forts pourcentages de

purs salariés : c'est parce qu'ils constituent le champ d'action spécifique du pire agent de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, cet ultra-opportunisme stalinien qui, après avoir achevé son œuvre de destruction du mouvement ouvrier, est devenu directement un pilier de la conservation sociale » (Le Parti devant la question syndicale).

« [...] S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à convaincre les larges masses ouvrières que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière correspondant aux nécessités de l'action économique [...] » (Thèses de l'IC sur la question syndicale).

La perspective de la renaissance d'organisations de classe

« Dans tous les cas, le problème n'est pas celui des formes que prendra la reprise de la lutte de classe et des modes d'organisation qu'elle tendra à se donner : c'est celui du processus qui engendrera ces formes et ces modes et qui sera d'autant plus tumultueux et fécond que toutes les contradictions, tous les paroxysmes propres au mode de production bourgeois se seront davantage accumulés au cours de sa phase suprême, l'impérialisme » (Le Parti devant la question syndicale).

« [La renaissance d'organismes immédiats] n'exclut pas qu'on puisse avoir les conjonctures les plus variées dans la modification, la dissolution et la reconstitution d'associations de type syndical, si l'on considère toutes celles qui existent dans les différents pays et qui, soit descendent des organisations traditionnelles revendiquant la méthode de la lutte de classe, soit se réclament des méthodes les plus diverses et même de doctrines sociales conservatrices (Parti révolutionnaire et action économique).

« [La reprise de classe] s'accompagnera aussi nécessairement de la renaissance d'organisations de masse, intermédiaires entre la large base de la classe et son organe politique. Ces organisations peuvent ne pas être les syndicats. Dans la perspective d'un tournant brusque vers l'assaut révolutionnaire, ce ne seront pas les syndicats : dans la révolution russe, ce ne sont pas eux mais les soviets qui, dans une situation de dualité virtuelle du pouvoir ont constitué le chaînon intermédiaire entre le Parti et la classe. Mais à l'échelle mondiale, il est des pays où la Révolution mûrira péniblement au lieu de se propager à la vitesse d'un incendie. Là il n'est pas exclu que renaissent des organisations économiques au sens étroit du terme, où règnera non pas le calme apparent de la période « démocratique » du capitalisme, mais plus encore qu'après la première guerre mondiale, la haute tension politique qui caractérise les grands tournants de l'histoire [...] » (Le Parti devant la question syndicale).

PUBLICATIONS DU PARTI EN GREC

Voici le sommaire du n° 2 (mars 1979) de notre brochure en grec

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

• Ce qui nous distingue.

• Le communisme est la destruction révolutionnaire de la démocratie et du mercantilisme.

• Révolution et contre-révolution en Russie.

Commandes au Proletaire

Prix : 2 F

Egalement disponible en grec :
Parti de classe : 8 F

Bibliographie sommaire

- « Rapports entre parti et classe, action de classe et associations économiques ouvrières dans le communisme révolutionnaire », série de citations de textes classiques parue dans Le Proletaire n°s 120 et 121.
- « Le réformisme syndical » (1921), Le Proletaire n° 155 ; Trotsky, Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste (1940) ; « Parti révolutionnaire et action économique » (1951), Le Proletaire n° 121 ; « Théorie et pratique du réformisme syndical », Il Programma comunista, n° 19/1973.
- « Les scissions syndicales en Italie » (1949), Il Programma comunista n° 2/1972 ; « Mouvement ouvrier et internationales syndicales » (1949), Le Proletaire n° 162 ; « La méthode du syndicat et l'arme de la grève » (1949), Le Proletaire n° 158.
- « Le parti devant la question syndicale » (1972), Programme communiste n° 53-54 ; « Marxisme et question syndicale » (1972), Le Proletaire n°s 126 à 128.
- « Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine », thèses du II^e Congrès de l'IC, 1920 ; « Thèses de Rome » (1922) et « Thèses caractéristiques du Parti » (1951), dans Défense de la continuité du Programme communiste.
- « Le rôle du délégué d'usine et nos tâches », Il Programma comunista n°s 15 et 16, juillet-août 1978.

En marge du Rassemblement français-immigrés du 29-9 à Garges

L'unité de la classe se fera contre le réformisme

Voici cinq ans que dure la lutte des foyers. Malgré les attaques tous azimuts menées par la bourgeoisie et son Etat, surtout depuis un an, avec tous les moyens de la répression d'un côté, du mensonge et des manœuvres de l'autre, malgré l'isolement terrible dans lequel les partis de gauche et les appareils syndicaux CGT et CFDT maintiennent cette lutte courageuse, malgré les 5.000 demandes d'expulsions en cours d'exécution et la démolition qui a parfois atteint certains secteurs de la lutte devant les difficultés à trouver une voie sûre, les résidents tiennent, ne cèdent pas à la résignation. Les trésors de courage, d'esprit de sacrifice et de solidarité que démontrent ces prolétaires sont ceux dont fera preuve demain la classe prolétarienne à grande échelle, sous le fouet de la crise et pour les besoins de sa lutte.

Cette formidable capacité de résistance et de lutte qui existe dans la classe prolétarienne ne peut produire tous ses résultats que si elle est pleinement orientée sur des buts de classe et se renforce par les méthodes spécifiques de la classe prolétarienne qui découlent de l'utilisation de son nombre, de sa capacité d'organisation, de la force que lui donne le fait qu'elle produit toutes les richesses, et de la détermination que peut mettre à atteindre ses buts une classe qui n'a dans la lutte rien à perdre que ses chaînes.

Toutes les luttes ouvrières sont placées devant les mêmes difficultés que celle des foyers. Il faut bien entendu faire face à la répression, et comment se donner la force si on ne cherche pas la solidarité des autres prolétaires, par dessus les limites d'entreprise, de catégorie, de nationalité? C'est, après les difficultés de l'été, la voie sur laquelle un pas a été fait avec le rassemblement de Garges et sa préparation pour lesquels des contacts ont été pris avec des entreprises par le biais de sections syndicales. La bourgeoisie et ses larbins, les partis réformistes le savent, eux, qui cherchent à isoler les groupes de prolétaires en lutte et dénoncent partout les méthodes de la lutte ouverte comme « irresponsables », la détermination comme « aventuriste ».

Mais il y a plus dangereux encore que la répression : le mensonge de l'adversaire, les pièges mis en place avec la complicité des partis soi-disant « ouvriers » et toute la ribambelle des démocrates et « hommes de bonne volonté » qui cherchent à stériliser la

révolte de la classe en faisant croire qu'il y a un terrain d'entente avec la bourgeoisie ; qui cherchent à faire croire que la classe ouvrière pourrait vaincre sans combattre aussi la légalité bourgeoise, qui n'est que le masque sous lequel l'Etat cache sa violence de classe.

On peut ne pas avoir à tout moment, et en particulier aujourd'hui où la lutte de classe est encore embryonnaire, la force de s'opposer de front à la violence bourgeoise, comme le voudraient des groupes « offensivistes » et aventuristes. Mais les partis et les forces réformistes et démocratiques qui voudraient faire proclamer d'avance à la classe ouvrière qu'elle n'utilisera jamais sa violence n'empêchent nullement l'Etat d'utiliser la sienne : ils empêchent en revanche la classe ouvrière d'avoir demain la force de l'affronter victorieusement. On ne peut pas toujours avoir la force de poursuivre la lutte, mais les partis et les forces qui cherchent à faire renoncer le Comité de Coordination à ses objectifs, pour immédiats qu'ils soient, compromettent la possibilité même de luttes futures.

*

Face à la campagne de préparation à une légalisation encore plus systématique des exactions contre les prolétaires immigrés avec les lois Barre-Bonnet-Stoléru, la lutte des foyers a été amenée à se placer explicitement sur le terrain de la riposte générale à l'attaque menée contre les prolétaires immigrés : c'est son terrain naturel, car les conditions misérables et l'oppression policière que subissent les travailleurs immigrés dans les foyers sont largement dues aux besoins de flicage d'une catégorie remuante.

Mais sur ce terrain même, la lutte rencontre nécessairement les mêmes ennemis et les mêmes faux amis que pour la lutte des foyers, car il s'agit d'obstacles, d'ennemis et de faux amis de toute lutte ouvrière.

Ce qu'ont démontré en particulier les événements de l'été, c'est qu'il était impossible de nouer des contacts entre les prolétaires combattifs sans attirer les foudres des appareils syndicaux, au point qu'à Garges le 29 septembre tout le monde a dû dénoncer le sabotage des 2 confédérations. Mais il est clair que parmi les forces qui prétendent établir un lien entre la lutte des foyers et les entreprises, il y a manifestement deux voies. L'une consiste à chercher des liens à la base,

à faire un travail de propagande sur le besoin de lutter contre les mesures Stoléru-Bonnet parmi les ouvriers, hors de l'influence des directions syndicales qui doivent nécessairement saboter ce travail. L'autre voie est celle de toute la gamme des organisations d'« extrême gauche », maoïstes, trotskystes et autres, ou les courants démocratiques et nationalistes qui se manifestent à travers les organisations de l'immigration et qui visent à agir non pas vers les travailleurs, mais vers les appareils, pour tenter de les pousser à « lutter contre les mesures racistes », comme si le plus grand encouragement au racisme n'était pas précisément donné par les partis de gauche et les appareils syndicaux qui se prononcent pour le contrôle de l'immigration.

Nombre de ces courants qui reviennent aujourd'hui en force à la faveur de la lutte contre les mesures Stoléru-Bonnet sont ceux qui ont hier démolé les comités de soutien en marchant sur la plate-forme même du Comité de Coordination, leur préférant des cartels avec des sections locales du PS et d'autres gens du même acabit. Ce sont eux qui n'hésitent pas à dénoncer bruyamment le PCF, mais pour mieux dédouaner le PS envers lequel ils manœuvrent, et qui contribuent à ouvrir la voie à une stérilisation de la révolte ouvrière sur le terrain parlementaire où parade ce parti pour le plus grand bien de la conservation bourgeoise. Ce sont bien évidemment de tels courants qui contre-carront et rendent extrêmement difficile le travail des rares Comités de soutien qui subsistent encore.

Notre parti combat ces orientations, qui sont les plus insidieuses et les plus dangereuses, car elles contribuent à livrer les liens entre les travailleurs aux bureaucraties syndicales, et donc à perpétuer l'isolement de tous les groupes combattifs ainsi qu'à les livrer au réformisme. C'est une condition pour donner à la lutte des foyers la solidarité extérieure dont elle a besoin, pour combattre sérieusement les tentatives de division de la classe que représentent les mesures Stoléru-Bonnet et l'oppression renforcée qu'elle implique pour les prolétaires immigrés, et surtout pour œuvrer à la constitution à travers toutes les luttes d'un front de combat prolétarien capable de riposter efficacement à l'offensive capitaliste contre la classe ouvrière dans laquelle se place l'attaque contre les prolétaires immigrés.

Algérie : nettoyage antiprolétarien

(suite de la page 1)

pris des proportions inconnues jusqu'ici. Cependant, il suffit de voir la condition qui est faite à ces enfants et à ces jeunes rejetés de l'école et du travail et contraints de vagabonder et de voler pour assurer leur existence, pour se convaincre de tout le cynisme dont fait étalage la bourgeoisie à cette occasion. Au demeurant, les plus gros voleurs, parasites, spéculateurs et trafiquants en tous genres, ce sont avant tout les bourgeois et tous ces cadres supérieurs qui vivent grassement en parasites sur le corps exsangue des classes laborieuses.

Ce qui inquiète la bourgeoisie dans la misère, ce ne sont pas les souffrances de la classe ouvrière et des masses prolétariées, c'est la révolte que le cynisme avec lequel les classes dominantes considèrent ces souffrances peut provoquer.

Tout ceci explique largement que le quadrillage des quartiers populaires, la présence systématique de flics et de gendarmes à tous les coins (arrêts des bus, grands magasins, marchés, cinémas, etc.), les contrôles d'identité dans les rues sont destinés avant tout à intimider ceux qui sont susceptibles de se révolter, c'est-à-dire les prolétaires et les autres couches opprimées de la population.

Pour preuve, qu'on se pose la question : est-ce un hasard si le secteur des postes est le premier touché par l'application de ce vaste plan d'« assainissement »? Quand on sait que les bourgeois sont encore marqués par la grève générale des postiers des 16 et 17 juillet de cette année qui revendiquaient une augmentation uniforme de salaire de l'ordre de 500 dinars, on ne s'étonnera pas que le ministre des P et T, le colonel Zerguini, ait convoqué une réunion avec tous les responsables des bureaux de poste et des centres téléphoniques le 3 septembre. Cette réunion devait avoir lieu au début de l'année prochaine, mais elle a été avancée en raison de « l'acuité de la situation qui prévaut dans le pays »! Le ministre s'est plaint de l'« absence d'autorité » qui aurait causé selon lui ce « relâchement qui a gagné même le secteur des postes et télécommunications aux traditions saines et solides ». A la fin, il s'est prononcé contre tout « sentimentalisme, démagogie ou populisme dans les relations professionnelles ».

En commentant l'« élargissement » de l'ancien président Ben Bella, nous disions dans un tract reproduit dans *El-Oumani* n° 5 (juillet 79) : « Le « printemps » que Chadli a prétendu inaugurer n'est qu'une « réconciliation nationale » entre toutes les forces bourgeoises soucieuses de conserver l'Ordre social existant et qui se préparent à reléguer au second plan leurs divergences secondaires au cas où se dessinerait une menace sérieuse de la part des masses exploitées. Les luttes sporadiques mais vigoureuses que les ouvriers ont dû mener ces dernières années pour défendre leur pouvoir d'achat ainsi que la menace d'un retour massif des émigrés ont donné, comme on peut s'en apercevoir, l'occasion aux classes dominantes et à leurs représentants politiques de tirer la sonnette d'alarme [...]. Les classes dominantes essayent de resserrer leurs rangs pour nous taper dessus plus fort encore ». Il est aisé aujourd'hui de voir que cela ne s'est malheureusement que trop vite réalisé.

La leçon que les travailleurs doivent en tirer, c'est celle de la nécessité de se préparer et de s'organiser pour pouvoir affronter un ennemi de classe qui, là aussi, renforce de plus en plus son Etat.

Climat de concorde patronat-syndicat

(suite de la page 2)

de retard sur la moyenne des salaires...). Mais il craint que cette revalorisation ne se répercute sur les autres salaires. Souci normal, répond Maire en écho, nous veillerons par les moyens techniques appropriés à éviter la répercussion sur les hauts salaires

(utile vernis démagogique pour cacher la stagnation de tous les salaires et le recul du pouvoir d'achat : officiellement encore 2 % cette année). Déjà évanoui ce « SMIC à 2.700 F » pompeusement mis en avant par la CFDT avant les entretiens avec la CGT, et devenu après leur accord « VERS les 2.700 F »! Et ce ne sont pas les cris vertueux de l'Humanité contre le consensus social accepté par la CFDT qui empêcheront que la CGT ait, dans les faits, la même soif de négociations (même vides), de réalisme avec ses revendications dérisoires par rapport aux besoins réels de la classe, et de sabotage des luttes réelles (comme celle de l'immigration).

En Angleterre, les travailleurs de l'automobile, après les mineurs et les employés de l'Etat l'an passé, se sont mis en grève pour demander 25 % d'augmentation, conformément à leurs besoins, sans écouter les conseils de réalisme et de modération des dirigeants des TUC, et sans se laisser bercer par la chanson de l'intérêt national et de la nécessité d'accepter des sacrifices parce qu'ils auraient la « chance » de travailler en période de lourd chômage. C'est là la seule attitude « raisonnable » pour les travailleurs, quoi qu'en disent les signataires de compromis qui se révèlent, à la lumière des faits, comme de pures et simples capitulations.

Auschwitz ou le grand alibi

Brochure « Le Proletaire » n° 11
24 pages - Prix : 3 F.

Soutenez le développement international de la presse du Parti. Souscrivez!

PRESSE DU PARTI

VOICI LE SOMMAIRE du N° 17
(15 septembre 1979) de

il programma comunista

- Dalla necessità della lotta di difesa economica l'esigenza della lotta politica rivoluzionaria.
- Non allineamento o occhio del ciclone?
- La polemica fra i brigatisti: Le due linee del velleitarismo spontaneista a confronto.
- I comunisti, la repressione statale borghese, i processi politici.
- Le posizioni teoriche di «Autonomia operaia».
- Crisi e bisogno di droga.
- Irlanda, Kurdistan: La classe operaia e le nazionalità oppresse.
- Note su Inghilterra, Spagna, ecc.

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 5
(septembre-octobre 1979) de

Kommunistisches Programm

- Faschismus und Demokratie: Zwei Gesichter der Bourgeoisie.
- DDR 1949-1979: Rückblick auf 30 Jahre realen Kapitalismus.
- Flüchtlingsdrama in Südostasien.
- Die «islamische Revolution» lässt ihren Schleier fallen.
- Für Klassenmethoden und Klassenforderungen! Praktische Richtlinien für die gewerkschaftliche Aktion.
- Zimbabwe-Rhodesien.
- Kuwait: Ein beispielhafter Streik.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit le 8 octobre et le 12 novembre, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 6 et 20 octobre, 3 et 7 novembre, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 7 et 21 octobre, 4 et 18 novembre, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleury le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 7 et 21 octobre, 4 et 18 novembre, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 7 et 21 octobre, 4 et 18 novembre, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 4 novembre, 2 décembre, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 21 octobre, 18 novembre, 16 décembre, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 7 et 21 octobre, 4 et 18 novembre, etc.

• A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 9 et 23 septembre, 7 et 21 octobre, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
Editions Programme
32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926